



HAUT-COMMISSARIAT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
EN NOUVELLE-CALÉDONIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



GOUVERNEMENT DE LA  
NOUVELLE-CALÉDONIE



Province des Iles Loyauté



PROVINCE NORD  
DE LA  
NOUVELLE-CALÉDONIE



---

**CONVENTION RELATIVE AU  
FINANCEMENT DE L'OPERATION DE  
FONCTIONNEMENT  
F6 – ICO  
« CRESICA »**

**Du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2022**

**Entre**

L'Etat, représenté par Monsieur Laurent PREVOST, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,

**Et**

La Nouvelle-Calédonie, représentée par Monsieur Thierry SANTA, Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, habilité par délibération du congrès de la Nouvelle-Calédonie habilité par délibération n° ..... du .....,

**Et**

La province des îles Loyauté, représentée par Monsieur Jacques LALIE, Président de l'assemblée de la province des îles Loyauté habilité par délibération de l'assemblée n° ..... du .....,

**Et**

La province Nord, représentée par Monsieur Paul NEAOUTYINE, Président de l'assemblée de la province Nord, habilité par délibération de l'assemblée n° ..... du .....,

**Et**

La province Sud, représentée par Madame Sonia BACKES, Présidente de l'assemblée de la province Sud habilitée par délibération de l'assemblée n° ..... du .....,

**Et**

L'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), représentée par Monsieur Gaël LAGADEC, Président .....

**Vu** la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 *relative à la Nouvelle-Calédonie* et notamment son article 210 ;

**Vu** la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 *relative à la Nouvelle-Calédonie* et notamment son article 3 ;

**Vu** le décret du 10 juillet 2019 *portant nomination du haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie - M. PREVOST (Laurent) ;*

**Vu** le décret du 13 octobre 2020 *portant nomination du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie - M. BASTILLE (Rémi) ;*

**Vu** le contrat de développement Etat / Inter-Collectivités 2017-2021 signé le 14 décembre 2016 et son avenant signé en 2020 ;

**Vu** la fiche opération n° VI-3 A bis « CRESICA » annexée au contrat de développement susvisé ;

**Vu** les conclusions du 10 octobre 2019 du XIXème comité des signataires de l'Accord de Nouméa, en particulier celles relatives aux « *contrats de développement* » ;

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **I/ Objet de la convention et descriptif de l'opération de fonctionnement**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Objet et durée de la convention**

Jusqu'au 31 décembre 2020, l'opération de fonctionnement « CRESICA » est mise en œuvre et exécutée dans le cadre du contrat de développement Etat / Inter-Collectivités 2017-2021 susvisé.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2022, elle est mise en œuvre et exécutée conformément à la présente convention.

#### **Article 2 : Descriptif de l'opération**

L'opération est décrite dans la fiche opération jointe **en annexe 1** à la présente convention.

### **II/ Communication**

**Article 3 :** Toute opération de communication concernant des opérations de fonctionnement devra se faire en lien avec les services de l'Etat. Ces derniers devront être informés en amont de la volonté de communication sur l'opération, et travailleront s'ils l'estiment utile, sur le contenu du communiqué.

L'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) devra faire parvenir son projet de communication (stratégie de communication et le contenu du message à destination du public) au bureau de la communication interministérielle du haut-commissariat afin que les services de l'Etat puissent faire connaître à l'UNC ses observations.

Sur tout support de communication doivent figurer la mention « avec le soutien financier de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie, de la province Sud, de la province Nord et de la province des îles Loyauté » et les logos de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie, de la province Sud, de la province Nord et de la province des îles Loyauté.

### **III/ Procédure de demande de subvention de fonctionnement <sup>1</sup>**

**Article 4 :** Toute demande de subvention pour le financement de cette opération de fonctionnement, doit être envoyée au BCDIF:

<sup>1</sup> Liste des acronymes : CSP : comité de suivi et de programmation de l'exécution du contrat.

AE : autorisations d'engagement.

AP : autorisations de programme.

CP : crédits de paiements.

CDR : commissaire délégué de la République en Nouvelle-Calédonie.

DAECPP : direction de l'action de l'Etat et de la coordination des politiques publiques dont l'un des bureaux est le BCDIF.

BCDIF : bureau des contrats de développement et des interventions financières.

DFIP : directeur des finances publiques de Nouvelle-Calédonie.

CSPI : centre de services partagé interministériel (qui est responsable entre autres de la prise en charge du paiement des dépenses de l'Etat).

GECO : logiciel d'enregistrement et de suivi des demandes de subventions.

- Avant le 31 juillet 2021 pour la réalisation de l'opération en 2021 ;
- Avant le 31 juillet 2022 pour la réalisation de l'opération en 2022.

**Article 5 :** Chaque demande de subvention doit être accompagnée des pièces suivantes :

**Dossier technique :**

- Une note de présentation générale de l'opération subventionnée faisant apparaître clairement les caractéristiques techniques et économiques du projet, son échéancier de réalisation, appuyée de l'avis technique du service concerné.
- Un document descriptif et estimatif du coût des actions programmées complété au titre de l'année sollicitée:
  - dans le cas d'un coût inférieur au seuil des marchés publics en vigueur en Nouvelle-Calédonie<sup>2</sup> : des devis ou factures proforma actualisés ou des bons de commande ou des conventions signées ;
  - au-delà du seuil : du dossier de consultation des entreprises (DCE) avec un estimatif détaillé ou le marché s'il est signé

Pour les autres opérations initiées, définies et mises en œuvre par l'UNC: un budget prévisionnel et de devis et/ou de bons de commandes devra être fourni.

**Dossier budgétaire :**

- Le plan de financement. La ventilation des participations de chaque partenaire doit être clairement établie pour chaque opération subventionnée et pour l'année de l'engagement.
- Le(s) justificatif(s) d'inscription budgétaire parfaitement lisible(s) et retraçant clairement la réalisation de l'opération par l'UNC.  
Lorsque le montant total de l'opération présentée au titre d'une année excède le montant annuel conventionné, l'UNC devra produire une inscription budgétaire à concurrence du montant total de l'opération.  
A défaut de justificatifs d'inscription budgétaire, une attestation originale et datée de l'UNC précisant le montant de(s) l'inscription(s) budgétaire(s) conviendra.
- Les justificatifs des participations financières des éventuels co-financeurs de l'opération.

**IV/ Financement de l'opération de fonctionnement**

**Article 6 : Plan annuel de financement de l'opération**

	Coût total	MONTANT ANNUEL									
		Part Etat		Part NC		Part PS		Part PN		Part PIL	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
€	192 740	144 361	74,90	19 468	10,10	11 564	6	11 564	6	5 782	3
FCFP	23 000 000	17 226 841		2 323 159		1 380 000		1 380 000		690 000	

Le montant annuel de la subvention demandé par l'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) à l'Etat pour les années 2021 et 2022 est plafonné au montant de 17 226 841 FCFP (144 361 €).

Toutefois, pour l'année 2022, l'ensemble des collectivités conviennent de réévaluer le coût total de cette opération de fonctionnement au regard des résultats de l'évaluation qui sera menée en 2021.

<sup>2</sup> Délibération modifiée n° n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

## VI/ Procédure d'engagement de la subvention de fonctionnement

### **Article 7 : Recevabilité**

A compter de la date de réception du dossier par le BCDIF, celui-ci examine sa complétude, au regard des éléments qui doivent la composer, listés à l'article 5. Si le dossier est complet, un accusé de réception est alors établi et le dossier est enregistré dans « Geco » au statut « à l'instruction ».

### **Article 8 : Instruction**

Puis, le BCDIF transmet le dossier de demande de subvention au service instructeur qui, s'il n'a aucune pièce complémentaire à demander, et aucune observation à formuler :

- Modifie le statut du dossier dans « Geco » en le qualifiant d'« Instruct » ;
- Rédige un projet d'arrêté d'attribution de la subvention de fonctionnement, conformément au modèle en **annexe 2** ;
- Transmet au BCDIF le dossier, accompagné du projet d'arrêté (conforme au modèle en **annexe 2**).

Si le dossier est mis en attente de complément par le service instructeur, la subdivision et le BCDIF en sont informés et transmettent les demandes à l'UNC.

Le montant total justifié devra être égal ou supérieur au coût global du programme présenté.

L'engagement juridique de l'UNC envers un tiers (par exemple, bon de commande ou marché signé) ne saurait conditionner l'engagement des crédits de l'Etat.

La demande de subvention ne peut intégrer des dépenses effectuées antérieurement à la date de réception de la demande de subvention.

Le montant définitif de la subvention ne peut avoir pour effet de porter le montant total des aides publiques au-delà du montant prévisionnel de la dépense subventionnable.

### **Article 9 : Engagement des crédits de l'Etat**

Le BCDIF contrôle le dossier de demande de subvention, propose à la signature du Haut-commissaire le projet d'arrêté d'attribution de subvention à l'UNC, puis notifie cet arrêté à l'UNC, le diffuse aux différents partenaires et services concernés, et le transmet au CSPI pour engagement des AE.

## VII/ Procédure de paiement de la subvention de fonctionnement

### **Article 10 : Transmission et traitement du dossier de demande de paiement**

L'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) transmet au BCDIF la demande de paiement accompagnée des pièces justificatives énumérées dans l'arrêté attributif de la subvention.

Le BCDIF s'assure que les pièces obligatoires sont jointes et transmet le dossier au service instructeur.

Le service instructeur:

- Vérifie que la dépense est bien éligible au paiement conformément à l'arrêté d'attribution de la subvention ;
- Etablit un certificat de subvention due (CSD), visé par sa direction ;
- Envoie au BCDIF le dossier de demande avec toutes les pièces.

Le BCDIF établit un état des sommes dues (ESD) sur la base du CSD et le dossier de demande de paiement est enfin envoyé pour paiement au DFIP via le CSPI.

Dans le cas d'un rejet du DFIP, le BCDIF informe l'UNC et le service instructeur des motifs ayant entraîné le rejet du paiement.

Le BCDIF est chargé de résoudre la difficulté soulevée par le DFIP en collaboration avec l'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) et le service instructeur.

Lorsque la difficulté est résolue, le dossier corrigé est soumis de nouveau au DFIP pour validation et paiement à l'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), via le CSPI.

#### **Article 11 : Le versement de la subvention**

Les modalités de versement de la subvention correspondant à l'opération de fonctionnement n° F6 - ICO « CRESICA » s'établissent de la manière suivante :

- La subvention est versée en une seule fois à l'UNC (100 %), sur demande de l'UNC;
- **Au plus tard le 30 juin de l'année N+1**, l'UNC doit justifier la subvention versée au titre de l'année N. Dans le cas particulier d'un tiers intervenant à la convention, l'UNC devra également fournir en N+1 :
  - Les comptes rendus financiers qui attestent la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
  - Les comptes de résultat ;
  - Les rapports du commissaire aux comptes certifiant les comptes du tiers concerné.

Les justificatifs produits doivent permettre de démontrer que les subventions de l'Etat concourent directement et de manière indispensable à la réalisation de l'opération objet de la convention.

#### **VII/ Procédure de révision de la convention**

**Article 12 :** Toute modification de la présente convention interviendra sur demande écrite de l'UNC.

**Toute modification mineure de l'opération<sup>3</sup>** objet de la présente convention devra obtenir un avis favorable du service instructeur et du Haut-commissaire.

Si tel est le cas, une nouvelle fiche sur laquelle les modifications devront être mises en évidence en rouge, sera intégrée à la convention en **annexe 1** en remplacement de la fiche initiale.

**Toute modification substantielle** de l'opération<sup>4</sup> objet de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, les représentants de la Nouvelle-Calédonie et des trois provinces et le président de l'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), et d'une nouvelle fiche sur laquelle les modifications devront être mises en évidence en rouge, qui sera intégrée à la convention en **annexe 1** en remplacement de la fiche initiale.

#### **VIII/ Modification de l'arrêté d'attribution de la subvention de fonctionnement de l'Etat**

**Article 13 :** Ne peuvent pas être modifiés dans l'arrêté d'attribution de la subvention :

- Les modalités de calcul de la subvention ;
- La nature de la dépense subventionnable ;
- Le périmètre de la dépense subventionnable.

<sup>3</sup> Il s'agit par exemple d'une petite modification du nom ou encore du contenu technique de l'opération.

<sup>4</sup> Il s'agit par exemple d'une modification de l'objet ou de la nature ou du plan de financement de l'opération.

## IX/ Respect et reversement de la subvention de fonctionnement

### **Article 14 : Respect de l'objet de la subvention allouée**

L'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) s'engage à respecter l'affectation des crédits conformément à l'objet défini à l'article 2 de la présente convention.

Toute modification de l'objet de la subvention doit être soumis à l'accord préalable de l'Etat.

### **Article 15 : Reversement total ou partiel de la subvention versée**

Un ordre de reversement total ou partiel sera émis à l'encontre l'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), bénéficiaire de la subvention dans les cas suivants :

- Si l'objet de la subvention ou l'affectation du fonctionnement subventionné ont été modifiés sans autorisation ;
- Si le montant total des aides publiques perçues dépasse le montant de la dépense subventionnable ;
- Si l'UNC n'a pas, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, justifié en totalité la subvention versée au titre de l'année N conformément à l'article 11 de la présente convention. Dans ce cas, un ordre de reversement sera émis afin que le montant de la subvention corresponde au taux de participation de l'Etat prévu à l'article 6 appliqué aux dépenses effectivement mandatées et justifiées.

## X/ Dispositions finales

### **Article 16 : Résiliation**

La présente convention pourra être résiliée si l'opération de fonctionnement devient sans objet.

Dans ce cas, un reversement total ou partiel de la subvention pourra être demandé.

### **Article 17 : Date d'effet de la convention**

La présente convention entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Fait à Nouméa, en six exemplaires originaux, le

**Le Haut-Commissaire de la  
République en Nouvelle-Calédonie**

**Le Président du gouvernement  
de la Nouvelle-Calédonie**

Laurent PREVOST

Thierry SANTA

**Le Président de l'assemblée de  
la province des îles Loyauté**

**Le Président de l'assemblée de  
la province Nord**

Jacques LALIE

Paul NEAOUTYINE

**La Présidente de l'assemblée de  
la province Sud**

**Le Président de l'université de  
la Nouvelle-Calédonie**

Sonia BACKES

Gaël LAGADEC

Projet

## **Annexe 1 : Convention F6-ICO**

### **Fiche relative à l'opération F6-ICO « CRESICA »**

#### **1. Finalités et enjeux**

Etat des lieux : le programme « Au fil de l'eau » est fondé sur plusieurs démarches stratégiques qui associent les collectivités, le monde économique et les acteurs de la recherche :

- Le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD) NC2025 avec notamment le renforcement du continuum enseignement supérieur – recherche et innovation ;
- Les assises de l'Eau organisées en 2008 par le Conseil économique et social ;
- La Stratégie Territoriale pour l'Innovation (STI) qui inclut parmi les 4 domaines de spécialisation la préservation et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles de la chaîne au récif ;
- Le Schéma stratégique pour la transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie qui vise notamment à identifier et mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Par ailleurs, la loi du 22 juillet 2013 institue des politiques de site en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation qui visent à mieux mobiliser la recherche autour des enjeux de territoire.

En Nouvelle-Calédonie, le CRESICA (Consortium pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation CALédonien) a donc élaboré son projet partagé sur la base de ces cadres stratégiques. L'eau se trouve être à l'intersection des différents enjeux adressés et apparaît comme un fil conducteur majeur.

De fait, la thématique de l'eau doit constituer l'ouverture d'une voie de recherche structurante interdisciplinaire et interinstitutionnelle, qui réponde aux besoins de la Nouvelle-Calédonie et de ses collectivités qui, à un titre ou un autre, sont toutes concernées par la gestion de l'eau.

Scientifiquement, cette thématique est en lien avec la valorisation du capital naturel, la santé et la gouvernance des ressources et des espaces – à savoir les 3 piliers du CRESICA.

Objectifs globaux : Appuyer les politiques publiques concernant la gestion intégrée de l'eau et de ses usages et consolider la politique de site en matière d'Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (ESRI) en Nouvelle-Calédonie dans un contexte d'internationalisation notamment par une diversification des sources de financements à moyen et long termes (PIA3 Outre-Mer, H 2020 et 2027) associant les collectivités et le monde économique.

Objectifs spécifiques : En préalable, coordonner l'établissement d'un bilan des connaissances existantes liées à la problématique « eau » ; mise en cohérence thématique, comprenant un diagnostic scientifique sur les problématiques prioritaires en matière d'hydrologie, mobilisant les compétences et les données des scientifiques et celles des services des collectivités;

Acquérir des connaissances scientifiques sur la ressource en eau, au travers de projets transversaux : De caractérisation des hydro-systèmes (qualité, quantité, fonctionnement, suivi des impacts) et de mise en perspective de cette connaissance au regard des enjeux sociétaux, des usages et des modes de gouvernance en intégrant une prospective sur les impacts anthropiques et le changement climatique pour une aide à la décision.

#### **2. Présentation technique**

Description de l'opération : Définition et mise en œuvre de projets de recherche et expérimentations *in situ* sur des domaines d'intersection entre l'eau, ses usages (agriculture, mine, énergie, santé publique, etc...) et ses impacts (érosion continentale et littorale, ressources vivantes, risques naturels, contaminations, etc...) dans une approche de gestion intégrée à l'échelle du bassin versant, et dans un continuum terre-mer.

Actions de formation à la recherche par la recherche (masters, doctorats et post-doctorats) et de transfert / ingénierie.

Modalités de mise en œuvre : Trois approches seront privilégiées pour la mise en œuvre du programme :

- Approche par filières : eau-énergie (ex. hydraulique et géothermique), eau-agriculture (ex. irrigation, biseau salé, fertilité des sols), eau-santé (ex. vecteur de maladies et réservoir), eau-environnement (ex. érosion des sols et des berges, risques naturels, habitat, connectivité terre/lagon/océan), eau-mine (ex. perturbation et contamination des réseaux hydriques), eau-aménagement du territoire (ex. conflits d'usages, approvisionnement, instruments de gestion);
- Approche par projets inter-disciplinaires ;
- Approche partenariale, à l'échelle locale (CRESICA, CNRT-Nickel et son environnement, Adecal-Technopole, grappes d'entreprises, ...), régionale et internationale (et notamment européenne, dans l'objectif de construire et conforter des réseaux scientifiques).

Mise en œuvre opérationnelle :

**En préalable, élaboration d'un bilan des connaissances existantes** liées à la problématique « eau » ; mise en cohérence thématique, comprenant un diagnostic scientifique sur les problématiques prioritaires en matière d'hydrologie, mobilisant les compétences et les données des scientifiques et celles des services des collectivités ;

**Mise en place d'un comité de pilotage**, représenté par les membres du CRESICA, associant les services gestionnaires de l'eau des différentes collectivités, et les autres services techniques concernés par ces problématiques, chargé de définir et d'arbitrer sur les programmes scientifiques à conduire, les moyens à accorder (avec financements connexes), le calendrier, etc. ;

**Mise en place d'une cellule d'animation et d'appui à la maîtrise d'œuvre de projet** destinée notamment à faciliter i) la réflexion du comité de pilotage mais aussi des programmes scientifiques et ii) la formalisation et le suivi des projets qui en résulteront dans une optique de pérennité d'action et d'évaluation de leurs impacts sur les politiques publiques ;

**Mise en œuvre des programmes scientifiques**, pour l'acquisition des connaissances scientifiques sur la ressource en eau, au travers de projets transversaux :

- De caractérisation des hydro-systèmes (qualité, quantité, fonctionnement, suivi des impacts), dans un espace respectant le chemin de l'eau douce depuis les sommets jusqu'au lagon ;
- De mise en perspective de cette connaissance au regard des enjeux sociétaux, des usages et des modes de gouvernance en intégrant une prospective sur les impacts anthropiques et le changement climatique pour une aide à la décision ;
- D'étude sur la gouvernance de l'eau, en appui à la définition d'une politique de l'eau, à l'évolution du corpus réglementaire dans un contexte de compétences croisées eau-environnement-agriculture-santé, à la gestion sur terre coutumière, à la définition de normes (débit réservé, rejets...), à la recherche de solutions adaptées au financement des politiques publiques.

Les différentes activités mises en œuvre par le CRESICA seront portées par ses membres constituants, en référence à l'accord fondateur du consortium. La mise en œuvre du programme inclut :

- La création de sites ateliers expérimentaux et d'observation par instrumentation de terrain ;
- Des activités d'animation scientifique, d'accompagnement et de maîtrise d'œuvre de projets de recherche (organisation de séminaires et de groupes de travail interinstitutionnels) ;
- Des travaux de recherche, d'ingénierie et d'innovation en mode « projet ».

### 3. Plan de financement

Coût conventionné : 46 000 000 FCFP (385 480 €)

	Coût total	Part Etat		Part NC		Part PS		Part PN		Part PIL	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
€	385 480	288 722	74,90	38 936	10,10	23 129	6	23 129	6	11 564	3
FCFP	46 000 000	34 453 681		4 646 319		2 760 000		2 760 000		1 380 000	

**Pour l'année 2022, l'ensemble des collectivités conviennent de réévaluer le coût total de cette opération de fonctionnement au regard des résultats de l'évaluation qui sera menée en 2021.**

#### **4. Calendrier de réalisation de la part Etat**

	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>Total</b>
<b>€</b>	144 361	144 361	288 722
<b>FCFP</b>	17 226 840,5	17 226 840,5	34 453 681

#### **5. Impacts attendus**

Effets attendus en termes d'emploi : le programme n'a pas vocation à générer des emplois directs. A terme, il devrait en revanche contribuer à stimuler l'activité économique des filières visées par le transfert des résultats de la recherche et le renforcement des capacités par la formation supérieure et l'innovation (lien à considérer avec l'autre fiche « Adecap-Cresica » sur IPHE).

Effets attendus en termes de satisfaction des usagers : améliorer les conditions de vie et de bien-être des usagers : gestion durable des ressources, qualité de la ressource, santé, formation et éducation... Rayonnement et attractivité de la Nouvelle-Calédonie.

L'effet levier du programme attendu permettra de diversifier durablement les sources de financement de la recherche dont pourraient être indirectement bénéficiaires par effet d'entraînement les structures calédoniennes que sont l'IAC, le CNRT-Nickel et son environnement, et la Technopole de l'ADECAL.

Le programme contribuera à améliorer les conditions de mise à disposition des données en lien avec les services techniques concernés dont la DAVAR.

Effets attendus en termes d'environnement : le programme contribuera à la définition de la politique de l'eau en Nouvelle-Calédonie pour une gestion durable de la ressource.



## Annexe 2 : Modèle de projet d'arrêté portant attribution d'une subvention de fonctionnement de l'Etat dans le cadre de la convention



### HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

#### NOM DU SERVICE INSTRUCTEUR

Numéro arrêté – n° dossier GECO - date

Copies :	Nouvelle-Calédonie	1
	Province Sud	1
	Province Nord	1
	Province des îles Loyauté	1
	JONC	2
	DAECP/BCDIF	1
	Service instructeur	1
	CSPi	1
	UNC	1

#### ARRÊTÉ N° HC / SIGLE DU SERVICE INSTRUCTEUR / ANNEE AU TITRE DE LAQUELLE LA SUBVENTION EST ACCORDEE (EX 2021) / N° DU DOSSIER GECO (EX : 1528 INF) / ESPACE LIBRE POUR APPOSER DATE ARRETE AVEC UN TAMPON

*portant attribution d'une subvention de fonctionnement de l'Etat à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, au titre de la tranche année pour laquelle la subvention est accordée (ex 2021) de la convention relative au financement de l'opération de fonctionnement n° FXX-ICO*

*« Ecrire l'intitulé à l'identique de celui de l'annexe 1 à la convention »*

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
EN NOUVELLE-CALEDONIE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 *relative à la Nouvelle-Calédonie* ;
- Vu** la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 *relative à la Nouvelle-Calédonie* ;
- Vu** la loi n° XXX du XXX de finances pour XXX ;
- Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 *relatif à la gestion budgétaire et comptable publique* ;
- Vu** le décret du 10 juillet 2019 *portant nomination du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie– M. PREVOST (Laurent)* ;
- Vu** le décret du 13 octobre 2020 *portant nomination du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie - M. BASTILLE (Rémi)* ;
- Vu** l'arrêté HC/DLAJ/BAJE n° 2020-904 du 28 octobre 2020 *portant délégation de signature à M. Rémi BASTILLE, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie* ;
- Vu** la convention relative au financement de l'opération de fonctionnement n° Fx-XX « XXXXXX » signée entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, la province Sud, la province Nord, la province des îles Loyauté et l'Université de la Nouvelle-Calédonie, le XXXX ;
- Vu** les crédits mis à disposition par le responsable de programme sur l'UO Nouvelle-Calédonie 0123-D988-D988 au titre du financement des contrats de développement ;

Sur proposition du Secrétaire général du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie,

#### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Est attribuée à l'Université de la Nouvelle-Calédonie une subvention d'un montant de XXXX € (soit XXXX FCFP), destinée au financement pour l'année XXX de l'opération n° FXX-ICO intitulée « XXXXXX » dont le plan de financement est décrit à l'article 2.

La dépense est imputable au Budget Opérationnel de Programme 123 du ministère des outre-mer UO Nouvelle-Calédonie 0123-D988-D988.

**Article 2** : L'opération n° FXX-ICO intitulée « XXXX » présentée par l'Université de la Nouvelle-Calédonie au titre de l'année XXXX, consiste en **rédiger un descriptif qui reprend celui de la fiche annexe 1 à la convention et être aussi précis que possible.**

Le planning prévisionnel de réalisation de cette opération est le suivant : [description synthétique des étapes clé, et mention de la date prévisionnelle de début de travaux et de fin de travaux.](#)

Le plan de financement de cette opération s'établit comme suit :

Etat :	XXXX € (XXXX FCFP) soit XX %
Nouvelle-Calédonie :	XXXX € (XXXX FCFP) soit XX %
Province Sud :	XXXX € (XXXX FCFP) soit XX %
Province Nord :	XXXX € (XXXX FCFP) soit XX %
Province des îles Loyauté :	XXXX € (XXXX FCFP) soit XX %
<hr/>	
TOTAL :	XXXX € (XXXX FCFP) soit 100 %

La date prévisionnelle d'achèvement de l'opération est annoncée pour [le jour mois année.](#)

**Article 3 :** Le service instructeur et correspondant du bénéficiaire est le suivant :

[Nom de la direction, du service instructeur et adresse](#)

**Article 4 :** L'Etat subventionnera l'Université de la Nouvelle-Calédonie au taux de [XX %](#) des montants justifiés jusqu'à concurrence de la somme de [XXXX €](#) (soit [XXXX FCFP](#)).

Le paiement sera effectué en une seule fois (100 %) sur la demande de l'Université de la Nouvelle-Calédonie sur le relevé d'identité bancaire suivant :

Titulaire du compte : [XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX](#)

Domiciliation : [XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX](#)

Numéro du compte : [XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX](#)

En contrepartie du versement de cette subvention, l'Université de la Nouvelle-Calédonie est tenue de produire **au plus tard le 30 juin de l'année N+1 :**

- Les justificatifs des paiements effectués visés par le comptable de l'Université de la Nouvelle-Calédonie;
- Le bilan qualitatif et quantitatif des actions menées en [année XXX](#). Ces documents sont visés par les services techniques compétents.

**Article 5 :** En cas d'inexécution partielle ou totale de l'opération prévue, le montant de la dépense subventionnable est réduit à due concurrence.

Un ordre de reversement est alors émis à l'encontre de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, bénéficiaire de la subvention, de telle sorte que le montant de la subvention corresponde au taux de participation de l'Etat prévu à l'article 2 appliqué aux dépenses effectivement mandatées et justifiées.

**Article 6 :** Toute opération de communication concernant l'opération du présent arrêté devra se faire en lien avec les services de l'Etat.

Ces derniers devront être informés en amont de la volonté de communication sur l'opération, et travailleront s'ils l'estiment utile, sur le contenu du communiqué.

Les participations de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie, de la province Sud, de la province Nord et de la province des îles Loyauté devront systématiquement être mentionnées sur tout support de communication.

**Article 7 :** Le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et le Directeur des finances publiques de la Nouvelle-Calédonie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Fait à Nouméa, le

[Si la subvention demandée est supérieure à 150 000 €](#)

Visa du directeur des finances publiques de  
Nouvelle-Calédonie

Le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-  
Calédonie